



Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots

Consultation n° 2025/04

Fourniture et pose de portes coupe-feu à ouverture et fermeture automatique et sécurisée à Montreuil et Lieusaint (LOT N°1) et installation des couloirs sécurisés de passage sur contrôle d'accès à Champs sur Marne (LOT N° 2)

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – PARTIES COCONTRACTANTES.....	5
Représentation des parties	5
ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES	5
ARTICLE 3. OBJET ET DISPOSITIONS DU MARCHE	5
Décomposition du marché	6
Réalisation de prestations similaires.....	6
Sous-traitance.....	6
Forme des notifications et informations au titulaire	7
Développement durable	7
Conditions d'exécution à caractère environnemental	7
Conditions d'exécution à caractère social.....	7
ARTICLE 4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE.....	7
Durée du marché.....	7
Délais d'exécution	8
ARTICLE 5. PRIX.....	8
Contenu des prix.....	8
Caractéristiques des prix	8
Variation des prix.....	8
Augmentation du montant des travaux	9
ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE	9
Avance	9
Retenue de garantie	9
ARTICLE 7. REGLEMENT DES COMPTES.....	9
Présentation des factures au format dématérialisé.....	10
Demandes de paiement	10
Demande de paiement d'acomptes	10

Demande de paiement.....	10
Réception avec réserve	10
Paielements des cotraitants et des sous-traitants	10
Présentation des factures	11
Délai de paiement	11
ARTICLE 8. PENALITES	12
Pénalités de retard	12
Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations	12
Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance	Erreur ! Signet non défini.
Pénalités concernant le plan de prévention.....	12
ARTICLE 9. PROVENANCE, VERIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES	12
Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits	12
Implantation des ouvrages	12
ARTICLE 10. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX	12
Période de préparation, programme d'exécution des travaux	12
Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails	13
Lutte contre le travail dissimulé	14
Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	14
Emplacement des installations de chantier	14
Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	14
Registre de chantier	15
Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution	15
Gestion des déchets de chantier	15
ARTICLE 11. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER	15
Documents fournis après exécution.....	15
ARTICLE 12. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX.....	16
Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux	16
Réception.....	16
ARTICLE 13. GARANTIE DES PRESTATIONS.....	16
Délai de garantie.....	16

ARTICLE 14. ASSURANCES..... 16

ARTICLE 15. CLAUSES DE REEXAMEN..... 17

ARTICLE 16. DIFFERENDS ET LITIGES..... 17

ARTICLE 17. RESILIATION 18

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE 18

ARTICLE 1 – PARTIES COCONTRACTANTES

Le présent marché est conclu entre :

- **Union pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocation Familiale d'Ile de France (Urssaf Ile de France)**, représentée par son directeur, ou son délégataire habilité, ci-après « l'URSSAF IDF ».

Adresse postale : 22/24 rue de Lagny - 93100 Montreuil

Comptable assignataire : Monsieur le Directeur comptable et financier de l'Union pour le Recouvrement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales Ile de France.

et

- **L'entreprise titulaire de l'accord-cadre**, dénommée « le Titulaire ».

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le « titulaire » désigne le groupement, représenté par son mandataire.

Représentation des parties

Dès la notification du marché, le titulaire et le maître d'ouvrage désignent une personne physique habilitée à les représenter pour les besoins de l'exécution du marché et notifient cette désignation à l'autre partie.

Dans l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager

ARTICLE 2. PIECES CONTRACTUELLES

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes pour chacun des lots
- La décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) pour chacun des lots
- Le cadre de mémoire technique du titulaire pour chacun des lots
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) commun aux deux lots
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) commun aux deux lots
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Les éventuels avenants
- Les éventuels actes de sous-traitance

En cas de contradiction entre leurs stipulations, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre de priorité prévu par l'article 4.1 du CCAG Travaux.

ARTICLE 3. OBJET ET DISPOSITIONS DU MARCHE

Le présent marché, régi par le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), concerne la fourniture et pose de portes coupe-feu à ouverture et fermeture automatique et sécurisée à Montreuil et Lieusaint (Lot N°1) et installation des couloirs sécurisés de passage sur contrôle d'accès à Champs sur Marne (Lot N° 2).

Les spécifications techniques sont définies dans le cahier des clauses techniques particulières.

Décomposition du marché

Le présent marché est composé de 2 lots comme suit :

Lot N° 1 : Fourniture et pose de portes coupe-feu à ouverture et fermeture automatique et sécurisée à Montreuil et Lieusaint

Lot N° 2 : Installation des couloirs sécurisés de passage sur contrôle d'accès à Champs sur Marne.

Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, en application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

Sous-traitance

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le maître d'ouvrage.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur. À cet effet, il présentera l'acte spécial de sous-traitance, dûment complété et signé en y joignant les pièces qui y sont demandées. En cours d'exécution du marché, le titulaire produira également une attestation ou mainlevée du bénéficiaire d'une cession ou nantissement de créances lorsque l'une ou l'autre aura été effectuée.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître de l'ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d'œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d'une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d'autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est

exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l'article L. 4532-9 du code du travail

Forme des notifications et informations au titulaire

Ordres de service

Conformément à l'article 3.8.1 du CCAG Travaux, les ordres de service sont datés, numérotés et notifiés par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage. Le titulaire en accuse réception datée. Les ordres de service émis par le maître d'œuvre qui entraînent une modification du marché en termes de délai d'exécution, de durée ou de montant sont accompagnés du justificatif de la validation préalable par le maître d'ouvrage.

Observations

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service appellent des observations de sa part, il doit les notifier au maître d'œuvre et au maître d'ouvrage, dans un délai de quinze jours, à compter de la réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Développement durable

Conditions d'exécution à caractère environnemental

Réduction des déchets de chantier et recyclage

Les prestations incluent les actions de réduction de la production et/ou de la dangerosité des déchets et celles de mise en filières de recyclage (et/ou autres formes de valorisation et/ou d'élimination), incluant la logistique sur chantier et vers lesdites filières.

Conditions d'exécution à caractère social

Egalité femmes / hommes

Le titulaire est engagé dans la lutte pour l'égalité entre les femmes et les hommes au travail en proposant au sein de sa structure un plan d'action permettant d'atteindre les objectifs de mixité et d'égalité salariale.

Conditions de fabrication

Les produits fournis sont fabriqués dans des conditions de travail socialement satisfaisantes. Les sites de production, tout au long de la chaîne de fabrication et de commercialisation, respectent notamment les 8 conventions fondamentales de l'organisation internationale du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier du respect de ces obligations, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

ARTICLE 4. DUREE ET DELAIS D'EXECUTION DU MARCHE

Durée du marché

Chaque marché prend effet à sa date de notification jusqu'à la fin de la période de garantie.

Délais d'exécution

Les délais d'exécution des prestations sont ceux proposés par le titulaire, sous réserve de l'acceptation du maître d'ouvrage.

Les délais impartis à l'entreprise résultent du calendrier général d'exécution, pièce contractuelle du marché, qui définit la période totale de préparation, la durée totale des travaux, la durée des études et les délais partiels d'exécution.

Dans le cas de travaux modificatifs, les ordres de service les prescrivant devront être signés par le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre. Il y sera mentionné le délai d'exécution correspondant. A défaut d'indication particulière, ils devront être terminés sans délai complémentaire.

Les prolongations de délais ne pourront être accordées que pour des circonstances imprévisibles irrésistibles et incontournables (force majeure), dûment constatées et déclarées par l'entreprise dans les 15 jours qui suivent. Les journées d'intempéries ne seront comptabilisées que si elles sont enregistrées comme telle par la caisse des intempéries.

L'origine du délai global d'exécution est la date de l'ordre de service.

La fin du délai global d'exécution est la date de réception des travaux. Les origines et fins des délais partiels ou propres à un entrepreneur découlent des dispositions du calendrier d'exécution.

Il ne pourra être toléré aucun retard, ni aucun arrêt de chantier pendant la phase de travaux notamment du fait des périodes de congés annuels.

ARTICLE 5. PRIX

Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG Travaux.

Ne sont cependant pas couvertes par le prix les sujétions techniques imprévisibles.

Caractéristiques des prix

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application d'un prix global et forfaitaire.

Pour le règlement des travaux non prévus, d'une part, ou à l'évaluation des travaux prévus et non exécutés, d'autre part, il sera fait application des dispositions des articles 13 et 14 du CCAG Travaux. L'entrepreneur sera tenu de présenter, à l'appui des nouveaux prix, les justificatifs des prix d'achat des matériels, des temps de manœuvre pour assimilation aux sous détails d'articles et du coefficient appliqué au titre des frais généraux.

Variation des prix

Le présent marché est passé à prix ferme actualisable.

Si un délai supérieur à trois mois s'est écoulé entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations, les prix du marché sont actualisés par le jeu de la formule ci-dessous.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise de l'offre finale du titulaire. Ce mois est appelé mois zéro (Mo).

Son montant sera actualisé à la date de commencement des prestations suivant la formule suivante :

$$Pa = P \cdot (In-3/Io)$$

Io est la valeur de l'index BT 01 au mois d'établissement du marché.

In-3 est la valeur de l'index BT 01 disponible au mois de la date de début d'exécution des prestations moins 3 mois.

Pa = prix actualisé et P = prix initial

Le montant de cette actualisation sera réglé au prorata du montant des prestations réalisées.

En cas de modification du marché, la clause d'actualisation ci-dessus s'appliquera lorsqu'un délai de trois mois se sera écoulé entre la date de début d'exécution des prestations de la modification du marché et la date de signature de la modification du marché par le titulaire.

Pour l'application de la formule ci-dessus, le Io sera l'index de référence de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans la modification du marché.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il ne sera procédé à aucune actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle interviendra sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Augmentation du montant des travaux

Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG Travaux, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans modification du marché préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître de l'ouvrage.

ARTICLE 6. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

Avance

Une avance est accordée au titulaire dans les conditions fixées par la réglementation en vigueur, sauf renonciation expresse dans l'acte d'engagement.

Si le titulaire ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise, le taux minimal de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est porté à 30 %.

Retenue de garantie

Sans objet

ARTICLE 7. REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des comptes se fait à l'achèvement de l'ouvrage.

Le titulaire transmet sa demande de paiement dès la réception des travaux.

La demande de paiement devra comporter le numéro du ou des bons de commande.

Présentation des factures au format dématérialisé

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

- L'identifiant de l'émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
- Le « numéro d'engagement » qui correspond à la référence à l'engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d'information de l'entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Demandes de paiement

Demande de paiement d'acomptes

Il n'est pas prévu de règlement d'acompte.

Demande de paiement

Les demandes de paiement sont présentées après exécution du bon de commande et la réception des travaux correspondants par l'URSSAF IDF.

Réception avec réserve

Dans le cas d'une réception avec réserves, si lors de son établissement, des réserves à la réception n'ont pas encore été levées par le titulaire, la demande de paiement fera état de la somme correspondante à la réalisation des travaux nécessaires à la levée de ces réserves.

Paiements des cotraitants et des sous-traitants

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement comme indiqué dans l'acte d'engagement et son annexe en cas de besoin.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée dans l'acte d'engagement. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au donneur d'ordre la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues aux articles R. 2193-10 à R. 2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG Travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des factures des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui. Le paiement des factures du sous-traitant sera effectué par l'acheteur sur la base de l'acceptation totale ou partielle de la facture du sous-traitant, l'acheteur procédera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant. Ces dispositions sont applicables aux demandes de paiement en cours du marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

Présentation des factures

La facturation devra rappeler les références du marché et mentionner les éléments de calculs des prix.

Les décomptes, factures et mémoires afférents au paiement porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier,
- Le numéro et la date de notification du marché et de chaque avenant,
- La prestation exécutée ou livrée,
- Le cas échéant le numéro du bon de commande ou de l'ordre de service,
- La période sur laquelle porte la facturation,
- Le montant hors TVA de la prestation exécutée ou livrée,
- Le taux et le montant de la TVA.

Délai de paiement

Le délai de paiement est de trente (30) jours à compter de la réception de la demande de paiement.

Lorsque la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le marché ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes, le délai de paiement peut être interrompu dans les conditions prévues par les articles R-2192-27 et suivants du code de la commande publique.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

ARTICLE 8. PENALITES

Pénalités de retard

Pénalités pour retard dans l'exécution des prestations

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

En cas de retard du titulaire dans l'exécution des travaux, ce dernier encourt, par jour de retard et après mise en demeure préalable, une pénalité calculée en application de la formule suivante :

$$P = (V \times R) / 3000$$

P = Montant de la pénalité ;

V = Valeur HT des prestations sur lesquelles sont calculées les pénalités ;

R = Nombre de jour de retard.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros HT pour l'ensemble du marché.

Le montant total des pénalités appliquées au titulaire pendant la durée du marché ne pourra excéder 10% du montant HT du marché.

Pénalités concernant le plan de prévention

A défaut de plan de prévention, il sera appliqué une pénalité de 1000 € qui sera déduite des règlements des factures.

ARTICLE 9. PROVENANCE, VERIFICATION, PRISE EN CHARGE ET IMPLANTATION DU OU DES OUVRAGES

Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d'œuvre les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

Implantation des ouvrages

Les opérations de piquetage sont effectuées contradictoirement avec le maître d'ouvrage avant tout commencement des travaux par le titulaire.

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

ARTICLE 10. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

Période de préparation, programme d'exécution des travaux

La période de préparation est comprise dans le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période de préparation est de 1 mois.

Le titulaire devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et

des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG Travaux.

Conformément à l'article 28.2.2 du CCAG Travaux, l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre au plus tard 15 jours avant l'expiration de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux.

Le plan de sécurité est tenu à jour par le titulaire qui doit en signaler les modifications à l'URSSAF IDF.

A cet effet, le titulaire informe son personnel qu'il doit prendre connaissance des « consignes particulières du site » auprès du responsable de sites.

Le plan de prévention qui est remis à l'URSSAF IDF précise :

- les mesures prévues pour intégrer la sécurité à l'égard des principaux risques connus par le personnel tant dans les modes opératoires lors de leur définition que dans les différentes phases d'exécution des prestations. Il décrit en particulier les moyens de prévention concernant, d'une part, les chutes de personnel et de matériaux.
- les mesures concourant à une bonne hygiène de travail.

Dans cette optique, devra être contacté, préalablement avant toute intervention, le secteur prévention de l'organisme.

A l'issue de la période de préparation, il sera délivré un ordre de service de démarrage de l'exécution des travaux.

Plans d'exécutions, notes de calculs, études de détails

Il est précisé que le titulaire est chargé des études d'exécution des ouvrages.

Ces études seront soumises au maître d'œuvre et au contrôleur technique, s'il y a lieu, pour visa préalablement à la réalisation des travaux dans les conditions définies à l'article 29 du CCAG Travaux.

Ces documents d'études d'exécution seront transmis au maître d'œuvre :

- Sur support informatique (clés USB)

Tous les documents devront être sécurisés, identifiables et interopérables

- sur support informatique (clés USB)

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître de l'ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de 5 jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG Travaux.

Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le titulaire s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d'ouvrage.

Les mesures ci-après, concernant la sécurité et la santé, sont prises par les intervenants conformément aux articles L 4211-1 et 2, L 4531-1 à 3, L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du Code du travail.

Locaux pour le personnel

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur le plan des locaux pour le personnel et de leur accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs et répondent aux normes sanitaires de la législation en vigueur sur le territoire français.

Ces locaux comprennent des vestiaires, des douches, des sanitaires et des lieux de restauration bénéficiant de l'éclairage naturel ; leurs normes sont au moins égales en nombre et en qualité à celles des règlements et des conventions collectives en vigueur.

Les accès aux locaux du personnel doivent être assurés depuis l'entrée du chantier dans des conditions satisfaisantes, en particulier du point de vue de la sécurité.

Le plan de sécurité et de santé

Le chantier est soumis à la mise en place d'un plan de sécurité et de la santé.

Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l'article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu'un recours puisse être exercé à l'encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d'ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

Gestion des déchets de chantier

Le titulaire communique au maître d'ouvrage, pendant la période de préparation du marché ou à défaut dans un délai de deux mois à compter de sa notification, un schéma d'organisation et de gestion des déchets précisant notamment la méthode de prévention de la production des déchets, la méthode de tri, les installations de valorisation, de traitement et d'élimination des déchets, la traçabilité des déchets, les moyens humains mobilisés sur la thématique des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux est de la responsabilité du maître d'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets pendant la durée du chantier. Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

ARTICLE 11. DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

Documents fournis après exécution

Le titulaire remet au maître d'œuvre, dans le délai défini ci-dessous, les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

- Les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
- Les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements,
- Les constats d'évacuation des déchets

Par dérogation à l'article 40 du CCAG Travaux, l'ensemble des documents à remettre après exécution doivent être remis au maître d'œuvre au plus tard à la date des OPR fixée par le maître d'œuvre.

L'ensemble des documents à remettre par l'entrepreneur au maître d'œuvre, dans le délai fixé ci-dessus, seront présentés dans les formes prévues à l'article 40 du CCAG Travaux, sauf les stipulations ci-dessous.

Les notices de fonctionnement et d'entretien, en langue française, ainsi que le dossier d'interventions ultérieures sur l'ouvrage, seront fournis au format :

Les plans et les autres documents conformes à l'exécution seront fournis sur support informatique (clé USB).

ARTICLE 12. CONTROLES ET RECEPTION DES TRAVAUX

Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages sont prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou le CCTP.

Les dispositions de l'article 24.4 du CCAG Travaux et de l'article relatif aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre sont applicables aux essais et contrôles objet du présent article.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire effectuer des essais et contrôles en sus de ceux définis par le présent marché. Les premiers essais, définis par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage, seront à la charge du maître d'ouvrage. Tous les suivants qui s'avèreraient nécessaires, les précédents n'étant pas satisfaisants, seront à la charge de l'entreprise ; le programme étant dans chaque cas défini par les maîtres d'œuvre et d'ouvrage, de même que l'organisme chargé de les réaliser.

Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte, avec ou sans réserve, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du CCAG Travaux.

La réception a lieu à l'achèvement des travaux relevant de l'ensemble des ouvrages et prend effet à la date de leur achèvement. Le titulaire du marché avise le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre de la date à laquelle ces travaux sont ou seront considérés comme achevés. Après cet avis, la procédure de réception se déroule simultanément pour tous les ouvrages en application de l'article 41 du CCAG Travaux.

ARTICLE 13. GARANTIE DES PRESTATIONS

Délai de garantie

Le délai de garantie, dont le point de départ correspond à la date d'effet de la réception des travaux, est d'une durée de 2 ans pour la garantie de bon fonctionnement des équipements.

ARTICLE 14. ASSURANCES

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Il doit donc contracter :

- Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

ARTICLE 15. CLAUSES DE REEXAMEN

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, il est convenu la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes :

Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d'exécution

Le titulaire pourra proposer à l'acheteur la substitution d'un nouveau titulaire afin de le remplacer. Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

- Cessation d'activité,
- Cession de contrat,
- Décès,
- Difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d'empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
- Défaillance dans l'exécution des obligations contractuelles.

L'acheteur vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d'un des cas d'interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l'issue de cet examen, l'acheteur acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution.

Dans le cadre d'un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l'ensemble des membres sur la substitution. Le remplaçant proposé pourra être :

- Dans le cadre d'un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
- Dans le cadre d'un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire.

ARTICLE 16. DIFFERENDS ET LITIGES

La loi française est seule applicable au présent marché.

En cas de litige, le tribunal compétent est :

Tribunal judiciaire de Paris
Parvis du Tribunal de Paris

75859 Paris cedex 17

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance, relatifs au présent marché doivent être rédigés en langue française.

ARTICLE 17. RESILIATION

Les conditions de résiliation du marché sont définies au chapitre 7 du CCAG Travaux.

Résiliation pour faute du titulaire

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché selon les dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

Résiliation aux frais et risques du titulaire

L'acheteur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire. La décision de résiliation le mentionnera expressément. Dans ce cas, et par dérogation à l'article 51.2.3 du CCAG Travaux, la notification du décompte de résiliation par le maître d'ouvrage au titulaire doit être faite au plus tard deux mois après le règlement définitif du nouveau marché passé pour l'achèvement des prestations.

ARTICLE 18. DEROGATIONS AU CCAG APPLICABLE

Liste des articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé et intitulé des articles par lesquels sont introduites ces dérogations :

Articles du CCAP	Articles du CCAG
Délais d'exécution	18.1.1
Augmentation du montant des travaux	14.4.3
Documents fournis après exécution	40
Résiliation	51.2.3